

The Global Risks Report 2016 : résumé

La 11^e édition du *Global Risks Report 2016* attire l'attention sur l'évolution et les interactions potentielles des risques globaux au cours de la prochaine décennie. L'année 2016 est marquée par une rupture franche avec les conclusions du passé : en effet, les risques d'alertes de la décennie passée commencent à se manifester sous des formes nouvelles, parfois inattendues, les populations, les institutions et les économies. En raison du réchauffement climatique, la température devrait cette année franchir le seuil de 1 °C au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle; 60 millions d'individus – l'équivalent de la population du 24^e pays le plus peuplé de la planète – soit le plus grand contingent humain de l'histoire, sont victimes de déplacements forcés ; tandis que le coût de cybercriminalité pour l'économie mondiale est estimé à USD 445 milliards, un chiffre supérieur au revenu national de nombreux pays. Dans ce contexte, le rapport appelle à prendre des actions dans le but de créer de la résilience (l'« impératif de résilience ») et identifie des exemples d'actions concrètes pour y parvenir.

Pour la deuxième fois d'affilée, les préoccupations géopolitiques restent prédominantes dans l'esprit des répondants à l'Enquête sur la perception des risques globaux. C'est pourquoi le rapport examine à la loupe le paysage sécuritaire international et explore les ressorts d'une telle évolution, en s'attardant notamment sur l'incidence potentielle de la Quatrième révolution industrielle et du changement climatique dans cette nouvelle donne. Les trois scénarios d'avenir possibles développés dans cette partie du rapport nous éclairent sur de nouvelles façons de construire la résilience face aux menaces sécuritaires, au travers de la coopération public-privé.

Définitions des risques globaux et des tendances mondiales

Un **risque global** est un événement incertain ou une circonstance incertaine qui, si il/elle se réalise, est susceptible d'entraîner des répercussions négatives majeures dans plusieurs pays ou secteurs industriels au cours des 10 années à venir.

Une **tendance mondiale** est un scénario à long terme qui se déroule à l'heure actuelle et pourrait contribuer à amplifier les risques globaux et/ou modifier les liens entre ces derniers.

Enquête sur la perception des risques globaux

Près de 750 experts et décideurs des différentes communautés du Forum économique mondial ont été interrogés dans le cadre de la présente Enquête annuel sur la perception des risques globaux. Les répondants sont issus du monde de l'entreprise, du corps universitaire, de la société civile et du secteur public et représentent différents domaines de compétences, différentes régions géographiques et différentes classes d'âge.

Dans le cadre de l'enquête, les participants ont été invités à évaluer 29 risques globaux (classés en cinq catégories: société, technologie, économie, environnement et géopolitique) à un horizon temporel de 10 ans, et à noter, selon leur propre perception individuelle, chaque risque en fonction de sa probabilité d'occurrence et de son incidence le cas échéant.

Après 3 années consécutives dans le top 5 des risques à plus forte incidence, l'**échec de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets** s'est hissé en tête du classement étant perçu en 2016 comme le risque ayant la plus forte incidence pour les années à venir, devant les **armes de destruction massive** (2^e) et les **crises de l'eau** (3^e). Le risque des

migrations forcées de grande ampleur s'établissent également dans le top 5, de même que le **choc sévère des prix de l'énergie (hausse ou baisse)**.

Le risque jugé comme ayant la plus haute probabilité de se réaliser est celui des **migrations forcées de grande ampleur**, tandis que le risque de **conflits interétatiques aux conséquences régionales** – le plus haut score de l'année dernière – s'efface devant les risques environnementaux des **événements météorologiques extrêmes** et de **l'échec de l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets**, suivis par celui des **catastrophes naturelles majeures**.

Certains risques économiques conservent leur degré de sévérité dû à leur niveau de forte probabilité et impact. Il s'agit notamment des **crises fiscales au sein des économies clés** et du **chômage et du sous-emploi structurels**. Ces derniers sont renforcés par les risques de **cyberattaques** et d'**instabilité sociale profonde**. Cette évaluation traduit les répercussions de la Quatrième révolution industrielle sur l'économie et la société, et met en exergue la nécessité de sauvegarder les acquis de demain.

Les sondés ont en outre été interrogés sur les liens entre les risques et l'émergence possible d'effet en cascade. Trois connections de risques ressortent de manière très claire : le risque d'une **exacerbation des crises de l'eau comme résultat du changement climatique**, avec des répercussions telles que des conflits et un regain des migrations forcées, appelant à la nécessité d'une meilleure gestion de l'eau qui tienne compte des contraintes du changement climatique, des besoins d'une population grandissante et du développement économique ; la nécessité de **combattre la crise mondiale des réfugiés** en mettant l'accent sur les politiques à même de construire de la résilience tout en apportant des réponses à la crise immédiate ; et, enfin, les risques d'un échec de la compréhension des différents aspects de la Quatrième révolution industrielle, notamment des incidences d'une telle transition sur les pays, les économies et les populations dans un contexte de croissance faible à long terme.

« Risks in Focus » : les risques sous la loupe

La construction de la résilience passe impérativement par la stabilité des sociétés. Le premier groupe de risques passé sous la loupe (« Risk in Focus ») est donc celui de la dynamique complexe des sociétés à l'ère de la numérisation; la réflexion s'attarde sur le phénomène de **(non) émancipation du citoyen** comme résultat de l'interaction de diverses dynamiques : si la technologie permet aux citoyens de trouver l'information recherchée, de se connecter aux autres et de s'organiser, ces mêmes citoyens se sentent néanmoins dépossédés de leurs droits par des élites lointaines. Ce chapitre insiste sur l'évolution vers l'instabilité sociale au cas où les gouvernements d'une part et le monde de l'entreprise d'autre part, face aux incertitudes quant à la manière de gérer une citoyenneté plus informée, plus connectée et plus exigeante, opteraient soit pour des actions répressives, soit pour l'inaction. Une des conséquences possible serait une spirale descendante de la confiance jusqu'au point de rupture et, en réaction, un regain de durcissement de part et d'autre. Ce chapitre explore par ailleurs les bénéfices que les gouvernements et les entreprises ont à tirer d'une recherche proactive de formes d'engagement et de dialogue avec les citoyens inquiets.

Le second risque passé sous la loupe est celui de **la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique**. Dans le prolongement de la question de l'interaction entre le climat et l'eau débattue dans la section 1, ce nouveau chapitre examine dans quelle mesure le changement climatique et les schémas météorologiques sont susceptibles de menacer la sécurité alimentaire et la production agricole dans différentes régions du monde. Les pays les plus vulnérables face au changement climatique dépendent souvent dans une large mesure de la productivité agricole et de la capacité de cette dernière à soutenir la croissance économique et le développement. Mais ces dernières années ont également montré la vulnérabilité climatique des pays du G20 tels que l'Inde, la Russie et les États-Unis – le grenier de la planète –, ainsi que d'autres gros producteurs industriels de denrées agricoles. Ce chapitre éclaire sur la manière dont les cultures et les réseaux de chaîne d'approvisionnement résilients au changement climatique ainsi que certains modèles de

financement et d'assurance peuvent contribuer à atténuer les aspects sociaux, économiques et environnementaux des risques de sécurité alimentaire liés au changement climatique.

Tirant les leçons de la crise Ébola, le troisième chapitre « Risk in Focus » s'attarde sur le risque de **propagation de maladies infectieuses**. Il met en garde contre la croissance démographique, l'urbanisation galopante, l'accroissement des flux transnationaux de marchandises, d'individus et d'animaux. Ces derniers peuvent être facteurs de l'amplification du risque de transmission de maladies infectieuses dans des aires géographiques entières et de régression de la capacité à y apporter des réponses adaptées – cela à une époque où les microorganismes résistent fortement aux traitements actuels les plus efficaces. Le plan de préparation et les mesures rectificatives débattus embrassent un large spectre allant de campagnes de communication et d'éducation basées sur les faits jusqu'aux investissements nécessaires en recherche et développement dans le domaine du diagnostic, des médicaments et des vaccins ainsi que dans les capacités de mise en œuvre de la R&D, notamment au travers de la mise en place d'un cadre réglementaire. Il met en lumière les impératifs d'une coopération public-privé dans des domaines comme la disponibilité et l'analyse des données, l'élaboration d'un programme de recherche conjoint, la définition de cadres réglementaires, le financement à long terme et les moyens de promotion d'un engagement responsable des médias dans le cadre d'une communication efficace autour de la gestion d'une crise.

Chaque risque étudié sous la loupe (« Risk in Focus ») est illustré grâce à trois exemples de mécanismes pratiques aptes à créer de la résilience face aux menaces identifiées.

Les risques pour la conduite des affaires

Les répondants de l'Enquête sur l'opinion des dirigeants du Forum économique mondial issus du secteur privé ont été priés d'identifier leurs principales inquiétudes quant aux risques pour la bonne conduite des affaires au cours des dix prochaines années. Les réponses, recueillies dans 140 pays, révèlent les différentes préoccupations de chefs d'entreprise de chaque pays; ils fournissent des sources d'inspiration précieuses pour élaborer des initiatives visant à impliquer le secteur privé dans le processus de construction de la résilience aux risques globaux.

À l'échelle mondiale, deux risques économiques – le **chômage et le sous-emploi** d'une part, le **choc des prix de l'énergie** d'autre part – sont cités comme étant les premières sources de préoccupations en termes de risque pour la conduite des affaires dans la moitié des 140 pays sondés. Ils sont suivis par les risques liés à l'échec de la gouvernance nationale, aux crises fiscales, aux bulles spéculatives et aux cyberattaques.

Les risques économiques sont cités de manière prépondérante par les répondants des pays d'**Europe**, notamment les crises fiscales, le chômage, les bulles spéculatives et les prix de l'énergie – ce dernier étant mentionné comme l'inquiétude numéro un au **Canada** – tandis que les dirigeants des **États-Unis** sont principalement préoccupés par les risques liés à la cybersécurité, dont les cyberattaques. Les participants de **Russie et d'Asie centrale** sont inquiets au sujet des crises fiscales et du chômage, de même que des risques d'inflation incontrôlable et des conflits interétatiques. Les risques environnementaux, les prix de l'énergie et les bulles spéculatives sont les principales préoccupations des dirigeants de la région **Asie-Pacifique**.

En **Asie du Sud**, les personnes interrogées citent également les prix de l'énergie et les crises fiscales, le chômage et l'échec de la gouvernance nationale – ce dernier risque étant mentionné en premier par les pays d'**Amérique latine et des Caraïbes** – suivis par le choc des prix de l'énergie et le chômage. Les dirigeants du **Moyen-Orient et d'Afrique du Nord** citent de même les prix de l'énergie ainsi que le chômage, les attaques terroristes et les conflits interétatiques. En **Afrique subsaharienne**, les principales sources d'inquiétude parmi la communauté des entrepreneurs sont le chômage, les prix de l'énergie, l'échec de la planification urbaine et la panne critique des infrastructures.